

Liste des contributeurs et des membres de l'atelier de droit international

Roland ADJOVI

De Septembre 2000 à Août 2002, il a été ATER à l'Université Panthéon – Assas. Sa thèse porte sur les arrangements en matière de sécurité en Afrique. Parallèlement aux questions de sécurité il s'intéresse au droit humanitaire et au droit international pénal, et a publié différents articles à ces propos. Il a participé au Centre de Recherche de l'Académie de Droit International sur la Cour pénale internationale (Session 2002). Membre du Conseil éditorial de la revue électronique *Actualité et Droit International*, il fait partie de l'équipe chargée de la chronique jurisprudentielle des tribunaux pénaux internationaux.

Catherine COLARD-FABREGOULE

Elle est maître de conférences à l'Université Paris XIII (Villetaneuse) où elle enseigne des matières liées au droit international public et aux relations internationales. Elle est l'auteur d'une thèse sur le sort des biens publics dans les cas de successions d'Etats soutenue à l'Université de Paris I. Elle participe également aux travaux de recherche de l'*Annuaire du droit de la mer*.

Gabriele DELLA MORTE

Doctorant à l'Université de Droit de Palerme en co-tutelle avec l'Université Paris I (Panthéon – Sorbonne), il termine une thèse sur les conflits qui peuvent apparaître dans la délimitation de la compétence des tribunaux pénaux internationaux face aux autres juridictions. En s'intéressant particulièrement au système de protection internationale de droits de l'homme centrés sur la répression pénale, il a été stagiaire au TPIY, délégué aux négociations de Rome pour la CPI. Il est aussi formateur à l'Université de Paris I et à celle de Naples II, dans le cadre du projet LINCIS (Law Clinics for an International Criminal System – <http://www.eulincs.org/>). Parmi ses publications il a co-dirigé une publication collective en différentes langues sur la CPI (*La Corte penale internazionale...*, Vivarium, Napoli, 2002) et il rédige une chronique mensuelle sur le même sujet (dans *Diritto penale e processo*).

Matthieu GALEY

Doctorant à l'Université Paris II (Panthéon – Assas) et ATER à l'Université de Paris XI (Sceaux), il termine une thèse sur les relations entre propriété, puissance publique et environnement dans un contexte de *common law*, à partir de l'exemple anglais. Il est membre du *French British Planning Study Group*, et a rédigé un rapport sur l'indemnisation des restrictions d'urbanisme en droit anglais pour le compte du GRIDAUH (*cf.* la revue *Droit et Ville* 1999, n°48).

Charlotte GIRARD

Doctorante et ex-ATER à l'Université Paris I (Panthéon – Sorbonne), elle termine une thèse en droit public comparé franco-anglais, sur la conception des droits fondamentaux. Elle participe au comité de rédaction de la revue *L'Astrée* (<http://www.astree.org/>) qui a notamment publié les travaux de l'atelier de droit pénal de l'UMR de Droit comparé relatifs à la preuve et au secret (n°12). Sur le mode de l'atelier, elle mène également une recherche sur la juridicisation de la notion de dignité dans une perspective comparatiste, dans le cadre d'un programme de recherche du GIP Justice. Elle s'intéresse particulièrement à la comparaison des espaces normatifs de droit civil et de *common law*.

Xavier LAUREOTE

Doctorant et A.T.E.R. à l'Université Paris X (Nanterre). Sa thèse en cours porte sur *l'action en justice de l'Etat*. Il réfléchit depuis plusieurs années sur le statut juridique de l'Etat. Il a notamment abordé la question de l'extraterritorialité des normes étatiques, dans son mémoire de DEA sur *L'illicéité internationale de la loi Helms-Burton*. Ses recherches récentes portent sur les droits subjectifs de l'Etat dans l'ordre juridique interne.

Nadine MARIE-SCHWARTZENBERG

Docteur en droit et Chargée de Recherche au CNRS, elle est spécialiste de droit russe et plus particulièrement des problèmes de justice, de droits de l'homme, de droit pénal et de procédure pénale dans la Fédération de Russie. Elle est l'auteur de trois ouvrages publiés aux Presses Universitaires de France (*Le droit retrouvé ? essai sur les droits de l'homme en URSS ; le KGB*, Collection que sais-je ? et *La Russie du crime*). Rattachée à l'UMR de droit comparé de Paris, elle participe aux différents programmes de recherche concernant le droit pénal et la procédure pénale, dont le dernier porte sur l'harmonisation des sanctions pénales en Europe. Elle assure en outre une charge d'enseignement sur les institutions russes contemporaines à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales et participe au Séminaire de DEA de procédure pénale comparée de l'Université Paris I (Panthéon – Sorbonne).

Paul MATHONNET

Il est avocat à la Cour d'appel de Paris et exerce au sein de la SCP Waquet-Farge-Hazan, avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat. Il a eu à assurer des charges d'enseignement et de recherche en qualité d'attaché temporaire de l'Université de Nanterre (Paris X), a participé à la création de la revue *L'Astrée* et en a été le directeur de la rédaction. Ses publications sont consacrées à l'influence du droit international et européen sur la matière pénale.

Julie MEUNIER

Doctorante à l'Université Paris I (Panthéon-Sorbonne), et ancienne allocataire de recherche à l'Université Paris II (Panthéon – Assas). Elle a été chargée de travaux dirigés en droit public à l'Université de Versailles – Saint Quentin pendant plusieurs années. Elle prépare une thèse en droit comparé franco-anglais, sur l'impartialité du juge, sous l'influence, en particulier, de la Cour européenne des droits de l'homme.

Anne MUXART

Doctorante à l'Université Paris I (Panthéon – Sorbonne) et ATER à l'Université Paris XIII (Villetaneuse), elle vient de soutenir une thèse en droit international public relative à la restitution internationale des biens détournés par d'anciens chefs d'Etat. Elle a publié des articles sur l'immunité des anciens chefs d'Etat et sur la Commission d'indemnisation des Français spoliés ou dépossédés par l'URSS. Elle est par ailleurs membre du comité de rédaction de la revue électronique *Actualité et Droit international* (<http://www.ridi.org/adi/>).

Sonia PARAYRE

Doctorante à l'Université Paris II (Panthéon – Assas), elle est aussi Chef de Bureau adjoint et Conseiller juridique au Bureau extérieur du Conseil de l'Europe au Kosovo, Pristina. Elle a intégré le Conseil de l'Europe en septembre 2000, tout d'abord au sein de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée Parlementaire, puis à la Direction des droits de l'homme. Elle a auparavant assuré des activités d'enseignement et de recherches dans diverses universités parisiennes. La thèse de doctorat qu'elle prépare porte

sur la règle de l'épuisement des voies de recours internes. Ses diverses publications et activités de recherche ont principalement trait au droit international des droits de l'homme. Elle est par ailleurs membre du Conseil éditorial de la revue électronique *Actualité et Droit International*.

Hélène RUIZ FABRI

Professeur à l'Université Paris I (Panthéon – Sorbonne), Membre de l'Institut universitaire de France, et Directrice de l'UMR de Droit comparé de Paris, elle développe des recherches en contentieux international comparé. Auteur de nombreux articles concernant notamment la Cour internationale de Justice et le règlement des différends de l'O.M.C., et auteur ou éditeur de plusieurs ouvrages.

Payam SHAHRJERDI

Il prépare une thèse de doctorat en droit international à l'Université Paris I (Panthéon – Sorbonne), où il est aussi ATER. Son domaine de spécialité est le droit international économique mais il s'intéresse également aux questions relatives à la normativité ainsi qu'à la notion de standard juridique. Sa dernière publication porte sur l'indemnisation des spoliés dans le règlement du contentieux financier franco-russe. Enfin, il est membre du Conseil éditorial de la revue *Actualité et droit international*. [payam@univ-paris1.fr]

Laurence SINOPOLI

Elle est maître de conférences à l'Université Paris X (Nanterre), et Membre du CEDIN Paris X. Ses centres d'intérêt sont : l'influence des droits fondamentaux en droit international privé, en procédure, en droit civil et plus largement l'*interaction* entre les matières. Elle a soutenu une thèse à l'Université Paris I sur *Le droit au procès équitable dans les rapports privés internationaux – Recherche sur le champ d'application de l'article 6 § 1^{er} de la Convention européenne des droits de l'homme en droit international privé*, en 2000. Récemment elle a publié « Droit au procès équitable et exequatur : Strasbourg sonne les cloches à Rome (A propos de l'arrêt Pellegrini c. Italie du 20 juillet 2001) », *Gaz. Pal.* 21-23 Juillet 2002, p. 2. Elle participe aux chroniques de droit européen du Centre d'études juridiques européennes et comparées, publiées aux *Petites Affiches*.

Vincent TOMKIEWICZ

Il prépare une thèse sur l'Organe d'appel de l'O.M.C. Il est actuellement A.T.E.R. (Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche) en droit international économique à l'Université Paris I (Panthéon – Sorbonne). Outre sa participation à cet ouvrage, il a également commenté certains rapports de l'Organe d'appel dans l'ouvrage collectif sous la direction de H. RUIZ FABRI et B. STERN, *La jurisprudence de l'O.M.C.*, Vol. 1, Kluwer (à paraître).